

# Le projet sanglant des Hutu

Vincent Hugué

L'Express, 1er février 1996

Au Zaïre, les dingues de la machette terrorisent les réfugiés rwandais. Objectifs : décourager les candidats au retour. Et reconquérir le pouvoir à Kigali.

Docile, Nicolas a pris place dans l'autobus garé sur le promontoire qui, tel un îlot caillouteux, émerge de la mer de bâches bleues et vertes du camp de Kibumba, non loin de Goma (Zaïre). Après seize mois d'exil, ce Rwandais de Ruhengeri rentre au pays. Il laisse ici, dans cette ville de tôle, de toile et de branchage, ses élèves de l'école 3001, l'une des 160 classes primaires dont s'enorgueillit Kibumba, et une poignée d'amis. Eux restent dans leurs « blindés », surnom des abris de fortune où végètent, entre Goma et Bukavu (Kivu), un million de Hutu expatriés, soit la moitié des civils entraînés dans la déroute par les Forces armées rwandaises (FAR). Mais, ailleurs, nombre de leurs infortunés compatriotes errent toujours d'un pays à l'autre, comme ces dizaines de milliers de réfugiés, harcelés par l'armée burundaise à majorité tutsi, qui affluaient, en cette fin janvier 1996, vers la frontière de la Tanzanie.

Le lendemain, c'est à bord d'un camion bâché que Nicolas quittera le centre de transit de Nkamira, en territoire rwandais. Nkamira ? A en croire la propagande vénéneuse distillée dans

les camps, l'antichambre de l'enfer. On cherche en vain l'immense fosse commune que décrit la rumeur, les femmes aux seins coupés ou les enfants écartelés. Pas la moindre trace non plus des « vaccins » censés réduire tout revenant à l'état de loque.

Naguère président du tribunal de première instance de Gisenyi, Placide fut lui aussi pressé de questions. Pourquoi as-tu fui à Goma ? Pourquoi avoir tant tardé à rentrer ? « *Mais, pour l'instant, on me laisse tranquille* », confesse-t-il, de retour dans son village. Retour forcé : comme 15 000 de ses compagnons du camp de Mugunga, le magistrat a été expulsé manu militari en août dernier par la troupe zaïroise. « *Sans cela, j'y serais toujours. Vu de là-bas, partir, c'était courir à la mort ou au cachot. A mon arrivée, j'ai été accueilli par un cousin prétendument exécuté...* » Hier, les gardes-chiourme des camps tabassaient ou égorgeaient le candidat au départ. « *Ce n'est plus nécessaire, note un humanitaire. La trouille a fait son œuvre.* » De plus, les soldats du contingent zaïrois de sécurité, que le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) paie 15 francs par jour, calment les ardeurs des soudards.

Conférences, sommets, plans de « rapatriement accéléré » : rien ne vient à bout de la tumeur fichée dans le flanc Est du Zaïre. Les exilés re-

nâclent. On recense à ce jour 86 000 retours. A peine une centaine quotidiennement en décembre, soit dix fois moins qu'au printemps. Providence des nostalgiques du Hutu power, maîtres des camps, les sanglants dérapages du nouveau pouvoir rwandais ruinent des mois d'efforts. Kigali peut bien, dès lors, s'engager à recevoir 20 000 personnes par jour « en toute sécurité », la promesse n'aura pas plus d'écho que le chapelet de serments égrené fin novembre par les chefs d'Etat de la région des Grands Lacs, lors du sommet réuni au Caire, à l'initiative de l'ancien président américain Jimmy Carter. Bien sûr, le HCR entend multiplier les « visites exploratoires » de réfugiés hésitants. Bien sûr, en arrêtant voilà peu une dizaine de meneurs du camp de Katalé, le Zaïre donne enfin quelque consistance à sa promesse rituelle de séparer le bon grain de l'ivraie.

Quoi qu'il en dise, Kigali redoute un retour massif de Hutu, largement perçus comme des criminels revanchards. Les disciples impénitents de l'ancien régime, eux, souhaitent garder sous la main l'énorme troupeau. Quant au président zaïrois, Mobutu Sese Seko, hier traité en paria, il sait combien l'exode hâta son retour en grâce et joue fort bien du fardeau rwandais. Pour preuve, la menace de chasser les réfugiés au 31 décembre. Echéance fictive, certes, mais de nature à fléchir les bailleurs de fonds occidentaux. Grand prince, le maréchal-président lèvera l'ultimatum, désavouant ainsi son Premier ministre après avoir maté l'opposition, puissamment implantée dans le Kivu et hostile aux « envahisseurs ». Si les nantis de Goma recrutent à vil prix dans les camps maçons et domestiques, d'autres envient le relatif bien-être qu'assurent à Mugunga ou Ki-

bumba les livraisons de vivres ou d'eau potable. Rancœur attisée par le déboisement et le braconnage imputés aux exilés.

Plus grave, leur brutale irruption ravive de vieux conflits ethniques. En décembre, des affrontements meurtriers entre Banyarwandas - les « gens du Rwanda », établis de longue date au Zaïre - et tribus Hunde ont embrasé le Masisi, à l'ouest de Goma. « *Mais le génocide a changé la donne, note un vétérinaire des Grands Lacs. Parfois, les Hutu des camps s'allient aux Banyarwandas locaux pour traquer les Tutsi.* » Un mystérieux attentat manqué, commis le 11 novembre à l'aéroport de Goma contre le chef d'état-major de l'armée zaïroise, déclencha une vague d'arrestations de « terroristes » - des commerçants tutsi accusés de comploter pour le compte de Kigali.

Les déracinés s'enracinent. Avec leurs jardinets ceints de murets, les camps se font cités. Partout, le bois et la brique supplantent la toile de tente. On voit fleurir les ateliers, bars, restaurants, salons de coiffure et salles de cinéma. A Kibumba, une vaste école à ciel ouvert accueille, sur des bancs de roche volcanique, des gamins réunis autour de tableaux noirs plantés en terre. On croit rêver : ici, une quinzaine d'adolescentes espiègles planchent sur le civisme et la Déclaration universelle des droits de l'homme ; là, un juriste enseigne les « sources du droit ». Fondée voilà un an, la Société civile, vaste nébuleuse associative, a tissé sa toile. Tandis que le Rassemblement pour le retour de la démocratie au Rwanda (RDR), créé à Mugunga en avril 1994, laboure le champ politique ; il est question, dans sa rhétorique lénifiante, de dialogue et de réconciliation. On abreuve les Nations unies, le

médiateur Jimmy Carter ou le pape Jean-Paul II de mémorandums, de suppliques ou de plans en dix points. Mais le vernis craque si vite...

Le RDR vante le partage du pouvoir tout en rêvant de pouvoir sans partage. Que le monologue se prolonge et voilà que sourd la hideuse rengaine du négationnisme. Le génocide ? Quel génocide ? Fondateur de la Société civile, le journaliste Jean-Baptiste Hatekegimana exhibe volontiers une liste de 219 cadres du FPR qu'il est urgent de déferer au Tribunal international pour crimes contre l'humanité. Le n° 33 ? Paul Kagame, l'homme fort de Kigali, accusé d'avoir amassé une fortune colossale et infligé à ses ennemis d'atroces sévices. Et tant pis si, à la colonne « Témoins », le document renvoie souvent à « quelques rescapés » non identifiés. D'autres malmènent l'Histoire et falsifient les chiffres, tel ce chef milicien d'origine pakistanaise, familier des congrès de l'ex-parti unique. « *Le Rwanda comptait 580 000 Tutsi ! tonne-t-il, outré. Et il paraît qu'un million ont péri. Où étaient-ils ? Planqués dans les arbres ?* » Les dingues de la machette ont leur presse. A commencer par le magazine *Kangura*, vendu au grand jour sur les trottoirs de Nairobi (Kenya). On y lit la prose démente d'un dénommé Hassan Ngeze. On y découvre aussi un éloge de l'apartheid et un scoop digne du Protocole des sages de Sion, sinistre faux antisémitisme : le plan « top secret » arrêté en août 1962 par l'élite tutsi pour conquérir l'Afrique de l'Est.

Fût-il noyé sous les artifices oratoires, l'aveu finit par tomber : « *Nous rentrerons un jour. Pacifiquement si possible. Par la force si besoin.* » La voilà, l'obsession : effacer au canon la piteuse débandade de l'été 1994.

Jamais la rumeur ne désarme. Elle annonçait la contre-offensive des ex-FAR pour l'automne, entre les récoltes et la saison des pluies. Peine perdue. Elle fait état d'une troupe de 50 000 combattants, de livraisons d'armes, de camps d'entraînement, de l'instauration imminente, dans l'ouest du Rwanda, d'un Hutuland, base arrière d'où la « vaillante armée » marcherait sur Kigali. « *Les jeunes officiers brûlent d'en découdre,* avance un confident de l'état-major déchu. *Le matos est à l'abri et les chefs ont éliminé les brebis galeuses les plus mouillées dans les massacres. Nos indicateurs se sont glissés parmi les civils de retour au pays. Le coup ne pétera pas à la frontière, là où tout le monde l'attend.* » On attend, mais rien ne vient. Rien, sinon ces incursions en profondeur de commandos partis miner les pistes, voler du bétail ou saboter ici une ligne électrique, là une brasserie. Avec, notamment dans le nord-ouest hutu, la complicité passive des villageois. « *Ils jouissent d'une certaine sympathie,* concède un enseignant fraîchement rentré. *Et puis, à quoi bon les dénoncer ? Peut-être reviendront-ils un jour au pouvoir...* » Il n'empêche : le doute grandit. Pour l'heure, admet depuis son exil kenyan un ancien officier, il est « irréaliste » de miser sur un Blitzkrieg. « *Le discours de la reconquête vise avant tout à mobiliser une base guettée par la lassitude. Les munitions manquent. Et il reste à résoudre le problème Augustin Bizimungu.* » Allusion à l'ancien patron des FAR, contesté par les v-t-en-guerre. « *Le général a essuyé à l'été 1994 un échec qu'il n'a su expliquer* », relève l'un d'eux. De plus, les rafles opérées en novembre chez les exilés hutu établis à Nairobi, jusqu'alors

sanctuaire doré du clan Habyarimana, ont frappé les revanchards à la caisse. Certes, l'élite de l'akazu - la « maisonnée » du président défunt - y cultive toujours ses chimères de restauration. Mais elle s'alarme de la volte-face du président Daniel Arap Moi. Voici qu'il promet de coopérer avec le Tribunal international (TPR). Lui qui, il y a peu, menaçait de coffrer tout enquê-

teur osant fouler le sol kenyan... A petits pas, l'impunité recule. La Tanzanie et la Zambie ont arrêté quelques tueurs avérés ou théoriciens de l'halali. La Belgique songe à en extradier d'autres. Mais il en reste tant à châtier. « *Pas de pardon avant la justice ; pas de justice sans aveu*, murmure un rescapé. *Là est le sens de ma survie.* »